



Ensemble, facilitons l'accès au logement

L'accès au logement reste difficile pour de nombreux Tournaisiens, mais c'est cependant la porte d'entrée à l'ensemble des droits sociaux. Les causes de cette difficulté sont multiples et les solutions ne pourront se mettre en œuvre qu'en s'appuyant sur de multiples acteurs publics et privés.

Des constats réalisés par le collectif « Droit au Logement à Tournai » (DAL Tournai) dans ses priorités pour les élections communales 2018, nous pouvons en retenir un élément frappant et paradoxal : **on envisage un projet d'envergure de construction de 887 logements à la ZACC Morel alors que la ville a répertorié et taxé plus de 200 immeubles vides en 2017 ! Ces immeubles démontrent l'inadéquation entre le manque de logements disponibles à prix décents et le parc immobilier existant. La question est donc clairement posée quant à la nécessité de développer de tels projets d'urbanisation, là où la rénovation du bâti existant permettrait de rencontrer la demande de logements, avec une empreinte écologique limitée.** On observe aussi une tendance à la **paupérisation du centre-ville** résultant d'un déplacement des personnes plus aisées vers la périphérie. La construction d'un nouveau quartier réservé à une population plus aisée ne ferait qu'accentuer le phénomène.



Aussi, le mouvement « Ensemble ! » souhaite encourager **la rénovation de logements dans le centre-ville pour favoriser la mixité sociale.** Il partage les propositions énoncées par le DAL Tournai en vue de lutter contre l'inoccupation des logements :

- Élaborer un recensement transparent et rigoureux des logements vides (publics et privés) en se basant sur des observations objectives et des données issues de sources différentes (consommation d'énergie, registre de population, agents de quartier) et en concertation avec l'ensemble des acteurs pouvant mener ces observations (administration communale, CPAS, police).
- Encourager la prise en gestion volontaire par un opérateur immobilier reconnu par le Code Wallon du Logement et de l'habitat durable (Commune, Province, CPAS, AIS, APL...)

- Mettre en application la prise en gestion forcée qui s'applique en cas de refus du propriétaire en gestion volontaire
- Renforcer la régie foncière de la ville, outil en matière de rénovation de logements durables adaptés à tous les besoins.

L'accès au logement est régulièrement refusé pour les bénéficiaires de l'allocation de remplacement. Pour le mouvement « Ensemble ! », la **communication** entre les **services d'aide** et les **propriétaires** devrait être **renforcée** et les **garanties** qui leur sont données devraient être **effectivement respectées** (délai pour percevoir les garanties locatives et le premier loyer). Ceci est d'autant plus criant que beaucoup de logements à Tournai sont vides et inoccupés, mais que paradoxalement il y a un manque criant de logements sociaux.

Des mesures d'aménagement de logement collectif devraient permettre d'assurer la sécurité des logements, sans toutefois exiger des travaux tellement lourds que les propriétaires renoncent à se lancer dans les travaux. La politique urbanistique devrait privilégier la possibilité de **création de logements collectifs sans perte des droits individuels**, en s'appuyant sur la jurisprudence qui reconnaît que ces colocataires ne sont pas automatiquement des personnes cohabitantes.

En matière de logements, le mouvement « Ensemble ! » s'engage à **mobiliser des ressources pour mieux informer les citoyens tournaisiens de leurs droits et des aides et primes existantes**. La commune de Tournai initiera des projets d'achats groupés et soutiendra la création d'entreprises à finalité sociale dans le domaine de l'amélioration de l'habitat.



La lutte contre le délabrement de l'habitat passera aussi par un combat contre les marchands de sommeil, en employant tous les moyens légaux à disposition contre les propriétaires négligents.

Le CPAS de la ville de Tournai possède un patrimoine immobilier très important. Le mouvement « Ensemble ! » s'inquiète de la braderie actuellement organisée avec les biens du CPAS. Pour nous, le CPAS doit penser autrement son patrimoine immobilier inoccupé et cesser de le vendre pour boucher des trous budgétaires. Nous solliciterons le CPAS pour qu'il démarre un projet pilote de « community land trust », séparant le foncier du bâti. De tels projets viendraient soutenir l'accès à la propriété des jeunes et contribueraient à une restauration rapide et à faible coût de bon nombre d'immeubles tournaisiens.

Ce type d'actions se ferait au bénéfice d'une redynamisation du centre-ville (par exemple), tout en conservant à ce patrimoine une véritable vocation sociale, notamment via un plafonnement des prix de vente (en cas de vente le propriétaire du bâti pourra récupérer la totalité de ce qu'il a investi et une partie de la plus-value).

Le mouvement « Ensemble » incitera aussi le logis tournaisien à se lancer dans cette expérience pilote.



Ensemble, créons un centre de médecine sociale

Le mouvement « Ensemble ! » souhaite faciliter l'accès aux services sociaux et de santé en développant dans le centre-ville un **véritable centre de services de première ligne**. Il s'agit d'être le porteur d'un véritable réseau d'acteurs et le point de départ du développement d'outil d'identification et d'équipes mobiles d'intervention sociale pour enfin atteindre les publics les plus défavorisés, voire marginalisés.

Il s'agit également de devenir le point de départ d'une permanence de médecine sociale mobile qui couvrirait les villages de l'entité.



Ce centre se situerait sur le site de l'actuel (et futur ex) commissariat de police.
Il hébergerait :

- des services du CPAS,
- une permanence sociale organisée conjointement avec le relais social urbain, le service d'aide à l'intégration sociale, les Mutualités, les centres de planning familial, et bien d'autres acteurs du réseau associatif tournaisien ;
- un poste de garde de médecine sociale qui pourrait être organisé en collaboration avec le CPAS, l'association des médecins généralistes de Tournai, et incluant si possible des consultations psychologiques (en collaboration avec les centres de planning familial, les mutualités et les psychologues indépendants),

